

Voies Au-delà de l'Extractivisme

Une Approche Éco-humaniste de la Politique Industrielle verte

Climate &
Community
INSTITUTE

Isabel Estevez et Nicolás Grimblatt



Industry, Infrastructures,
and Innovation for
Strategic Transformation



Le Climate and Community Institute (CCI) est un groupe de réflexion progressiste sur le climat et l'économie. Notre équipe et notre réseau de plus de 60 chercheurs et experts universitaires conçoivent et mettent en œuvre des recherches de pointe à l'intersection des inégalités et de la crise climatique. Nous luttons pour une transformation profonde de l'économie, visant à la décarboner rapidement et équitablement en privilégiant les avantages concrets pour les travailleurs.



Le i3T (Industry, Infrastructures, and Innovation for Strategic Transformation) est un groupe de réflexion international et un cabinet de conseil à but non lucratif qui élabore des recherches concrètes et propose des solutions politiques sur mesure au service du développement industriel durable. Le i3T réunit des chercheurs et des praticiens experts en stratégie industrielle, en économie du développement et en économie politique des transitions écologiques, avec un intérêt particulier pour l'Amérique latine et les pays du Sud.

Auteurs

Isabel Estevez est co-directrice exécutive du i3T et Nicolás Grimblatt est le coordinateur général du i3T.

Citación sugerée

Isabel Estevez et Nicolás Grimblatt, "Voies Au-delà de l'Extractivisme: Une Approche Éco-humaniste de la Politique Industrielle verte," Climate and Community Institute, Juillet 2026, <https://climateandcommunity.org/research/beyond-extractivism>.

Ce document s'appuie principalement sur le contenu des éléments suivants : Isabel Estevez et Jorge Forero, "How Can (Green) Industrial Policy Serve Human and Natural Flourishing?" i3T, juillet 2025 ; Isabel Estevez et Ha-Joon Chang, à venir, "Rethinking Green Industrial Policy." Il fait partie d'une série qui examine comment faire progresser la transition énergétique sans reproduire l'extractivisme. La série complète est disponible à <https://climateandcommunity.org/research/beyond-extractivism>.

Résumé

Les politiques industrielles vertes (PIV) actuelles abordent la crise écologique de manière trop étroite, en réduisant le terme « vert » à la seule atténuation des émissions de carbone, tout en ignorant la perte de biodiversité, la pollution toxique, la dégradation des ressources et l'exploitation des communautés sur les sites d'extraction.¹ Dans la plupart des cas, les PIV sont comprises comme l'expansion des secteurs bas carbone à travers des incitations à l'investissement privé, une approche qui risque de verrouiller de nouvelles formes de dégradation écologique et d'approfondir la dépendance extractive. Par ailleurs, de nombreuses PIV ne disposent pas de garde-fous garantissant que l'investissement public serve des objectifs publics et restent déconnectées d'une transformation économique structurelle. Les conséquences sont particulièrement graves dans le Sud, où les chaînes d'approvisionnement reproduisent des relations extractives et renforcent la dépendance aux matières premières.²

Cette note propose une approche « éco-humaniste » des PIV, orientée vers un double mandat consistant à garantir l'habitabilité de la planète et à élargir la satisfaction équitable des besoins essentiels.³ Elle soutient que les PIV doivent être repensées comme un projet systémique visant à réorganiser la manière dont les sociétés produisent et fournissent ce dont les populations ont besoin, dans les limites écologiques. La note présente une boîte à outils politique élargie, allant au-delà des subventions aux « biens verts », pour inclure des stratégies de réduction de la demande, des conditionnalités environnementales et du travail, des garde-fous pour les entreprises, des normes d'approvisionnement globales et une planification à l'échelle de l'économie entière.

¹ Bien que les définitions varient, la politique industrielle désigne généralement un ensemble de mesures gouvernementales visant à façonner la structure de l'économie en promouvant, en soutenant ou en réglementant des industries ou des secteurs spécifiques afin d'atteindre des objectifs économiques, sociaux ou stratégiques plus larges.

² Ces schémas peuvent être interprétés comme de l'extractivisme, un modèle de développement économique fondé sur une exploitation des ressources largement sans entrave, avec une répartition très inégale des bénéfices et des impacts.

³ Cette approche, basée sur ce qu'Estevez et Forero (2025) appellent « éco-humaniste », s'appuie sur l'économie écologique, la théorie du développement humaniste et les traditions intellectuelles du Sud.

Points clés à retenir

- Les politiques industrielles vertes actuelles souffrent d'un réductionnisme carbone, de frontières systémiques étroites, de l'absence de garde-fous pour l'intérêt public, ainsi que d'une déconnexion par rapport à la transformation économique structurelle et à l'impératif de satisfaire les besoins humains essentiels.
- Une approche éco-humaniste appelle à une politique industrielle qui serve à la fois l'épanouissement écologique et humain, guidée par des normes environnementales globales et inscrite dans des stratégies plus larges de diversification productive.
- Les décideurs politiques devraient élargir la boîte à outils des politiques industrielles au-delà des subventions, afin d'inclure des stratégies de réduction de la demande, des conditionnalités contraignantes et des mécanismes de coordination régionale.
- Appliquée aux secteurs minier et extractif, cette approche fournit une voie opérationnelle pour dépasser l'extractivisme, visant à : minimiser la demande en matériaux à l'échelle systémique, garantir une gouvernance communautaire capable d'éliminer les zones sacrificielles, et construire des chaînes de valeur régionales maximisant les bénéfices locaux.
- Appliquée aux secteurs minier et extractif, cette approche fournit une voie opérationnelle pour aller au-delà de l'extractivisme, visant à : minimiser la demande en matériaux à l'échelle systémique, garantir une gouvernance communautaire capable d'éliminer les zones sacrificielles, et construire des chaînes de valeur régionales maximisant les bénéfices locaux.

Introduction: le caractère étroit des politiques industrielles « vertes »

La politique industrielle est revenue au centre des débats économiques. Les gouvernements du Nord et du Sud considèrent désormais les politiques industrielles vertes (PIV) comme un pilier de leur agenda climatique. Pourtant, la plupart des PIV actuelles restent limitées dans leur portée, inéquitables dans leurs résultats et insuffisamment intégrées aux transformations économiques plus larges.⁴

En pratique, les PIV sont comprises comme l'expansion des secteurs bas carbone à travers des incitations à l'investissement privé. Cette interprétation étroite risque de verrouiller de nouvelles formes de dégradation écologique et de renforcer la demande en minerais critiques, intensifiant ainsi la pression sur les communautés et les écosystèmes dans les zones d'extraction.

Dans le même temps, la fragmentation géopolitique et la recrudescence de la concurrence industrielle créent à la fois des contraintes et des opportunités. **La question clé n'est plus de savoir si la politique industrielle doit jouer un rôle, mais comment elle doit être mise en œuvre et ce qu'elle doit transformer.**

Les limites des politiques industrielles vertes actuelles

Les PIV émergentes sont confrontées à un ensemble de limitations qui compromettent leur potentiel transformateur.

Étroitesse écologique : la plupart des PIV définissent le terme « vert » principalement comme la réduction des émissions de gaz à effet de serre, tandis que la perte de biodiversité, la pollution toxique et la dégradation des ressources sont traitées comme des considérations secondaires.⁵ Ce cadrage étroit peut verrouiller des technologies qui

⁴ Estevez and Ferrero, "How Can (Green) Industrial Policy Serve Human and Natural Flourishing?"

⁵ Isabel Estevez and Justus Schollmeyer, "Problem Analysis for Green Industrial Policy," in *Toward AI-Aided Invention and Innovation* (Springer Nature Switzerland, 2023).

améliorent un paramètre environnemental tout en aggravant d'autres. Par exemple, certains types de production d'acier avec mélange d'hydrogène peuvent augmenter significativement les émissions toxiques, concentrant ainsi les impacts sur des communautés vulnérables.⁶

Limites des périmètres systémiques : les approches actuelles traitent souvent les enjeux « verts » au niveau des technologies individuelles plutôt qu'à celui des systèmes de production et d'approvisionnement dans lesquels elles s'inscrivent. Par exemple, l'électrification des véhicules individuels réduit les émissions mais maintient un modèle de mobilité intensif en ressources. Des alternatives à l'échelle systémique, telles que les transports publics de masse combinés à des politiques de batteries au dimensionnement adapté et le recyclage, pourraient réduire de manière significative la demande en matériaux, en diminuant potentiellement la demande en lithium pour le transport des passagers aux États-Unis de 92 % d'ici 2050.⁷

Faible alignement avec l'intérêt public : de nombreuses PIV reposent largement sur des incitations sans conditionnalités suffisantes pour garantir leur alignement avec les droits du travail, l'équité et les objectifs environnementaux.⁸ En l'absence de telles garanties, la politique industrielle peut perpétuer des zones sacrificielles où se concentrent les charges écologiques et sanitaires.

Intégration insuffisante dans une planification économique plus large : les PIV sont souvent déconnectées des processus plus vastes de transformation structurelle. La coordination limitée, le faible leadership du secteur public et le manque d'intégration avec les stratégies de diversification ou de réduction de la pauvreté affaiblissent leur impact, en particulier dans le Sud, où les chaînes

⁶ Mehmet Salih Cellek and Ali Pınarbaşı, "Investigations on Performance and Emission Characteristics of an Industrial Low Swirl Burner While Burning Natural Gas, Methane, Hydrogen-Enriched Natural Gas and Hydrogen as Fuels," *International Journal of Hydrogen Energy* 43, no. 2 (2018): 1194-1207; Brian Dabbs, "DOE Funds to Cut Industrial CO2 May Worsen Air Pollution," *Politico*, 14 décembre 2023.

⁷ Thea Riofrancos et al., "Achieving Zero Emissions with More Mobility and Less Mining," *Climate and Community Institute*, janvier 2023, <https://climateandcommunity.org/more-mobility-less-mining>.

⁸ Isabel Estevez, "Multi-Solving, Trade-Offs, and Conditionalities in Industrial Policy," *Roosevelt Institute*, 26 octobre 2023, <https://rooseveltinstitute.org/publications/multi-solving-trade-offs-and-conditionalities-in-industrial-policy>; Lenore Palladino and Isabel Estevez, "The Need for Corporate Guardrails in US Industrial Policy," *Roosevelt Institute*, 18 août 2022, <https://rooseveltinstitute.org/publications/the-need-for-corporate-guardrails-in-us-industrial-policy>.

d'approvisionnement « vertes » reproduisent souvent une dépendance extractive.⁹

Inégalités mondiales : les PIV actuelles dans le Nord retardent souvent la transformation verte afin de protéger les industries nationales, tout en imposant des restrictions à l'espace politique du Sud par le biais de règles commerciales et de mécanismes d'ajustement carbone aux frontières fonctionnant comme une forme de « protectionnisme vert ».¹⁰

Focalisation sectorielle étroite : la plupart des PIV se concentrent sur l'énergie, les transports et l'industrie lourde, tout en négligeant d'autres secteurs essentiels, tels que les systèmes alimentaires, le logement et les activités de soin, qui sont tout aussi essentiels à la durabilité écologique et à l'épanouissement humain.¹¹

Redéfinir la politique industrielle verte

Prises dans leur ensemble, ces limites appellent à une compréhension différente des PIV comme projet systémique visant à réorganiser la manière dont les sociétés produisent et fournissent ce dont les populations ont besoin, dans les limites écologiques. Cette note propose une approche des PIV guidée par l'impératif de garantir l'habitabilité de la planète tout en élargissant la satisfaction équitable des besoins essentiels.

Cela nécessite de passer d'interventions sectorielles à une transformation systémique. L'objectif n'est pas simplement une production plus propre, **mais des systèmes de production et d'approvisionnement reconfigurés capables de fournir des biens essentiels avec une moindre intensité matérielle et une plus grande équité.** Ces principes peuvent être mis en œuvre à travers un ensemble d'heuristiques directrices pour la conception des politiques publiques.

⁹ Baptiste Albertone, "Lost Principles of a Sustainable Developmentalism," *Review of International Political Economy* 32, no. 3 (2025): 766-789; Estevez, "Multi-Solving, Trade-Offs, and Conditionalities in Industrial Policy"; Isabel Estevez and Thea Riofrancos, "Global Green Industrial Policy," Climate and Community Institute, Septembre 2025, <https://climateandcommunity.org/research/global-green-industrial-policy/>.

¹⁰ Ha-Joon Chang, *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective* (Anthem Press, 2002); Amir Lebdioui, *Survival of the Greenest: Economic Transformation in a Climate-Conscious World* (Cambridge University Press, 2024).

¹¹ Isabel Estevez and Jorge Forero, "How Can (Green) Industrial Policy Serve Human and Natural Flourishing? Critiques, Concepts, and Tools," i3T Working Paper, 2025, [https://www.i3-t.org/documents/How%20Can%20\(Green\)%20Industrial%20Policy%20Serve%20Human%20and%20Natural%20Flourishing_%20Critiques,%20Concepts,%20.pdf](https://www.i3-t.org/documents/How%20Can%20(Green)%20Industrial%20Policy%20Serve%20Human%20and%20Natural%20Flourishing_%20Critiques,%20Concepts,%20.pdf)

Principes directeurs des politiques industrielles vertes

Du côté de l'épanouissement humain, la politique industrielle devrait :	Du côté de l'épanouissement écologique, la politique industrielle devrait :
Créer les conditions structurelles garantissant l'accès aux besoins essentiels tels que l'énergie, l'alimentation et le logement	Accroître l'efficacité matérielle des systèmes d'approvisionnement, afin de fournir davantage de valeur sociale avec moins de ressources
Favoriser un emploi digne, réduire les dommages écologiques et sanitaires, et donner la priorité aux communautés affectées.	Réduire la pollution sous ses multiples formes : émissions de gaz à effet de serre, pollution toxique, déchets, etc.
Soutenir la diversification productive afin de renforcer la résilience économique et de réduire la dépendance extractive	Protéger les écosystèmes, la biodiversité, les forêts et les ressources en eau.

Source: Adapté de Estevez et Ferrero (2025).¹²

Le terme « vert » doit donc être compris de manière holistique. La transformation doit prendre en compte la biodiversité, la pollution et l'utilisation des ressources (et pas seulement le carbone), et impliquer à la fois le développement de systèmes durables et l'élimination progressive des systèmes nuisibles.

Transversale à l'ensemble de ces objectifs, la diversification productive joue un rôle central. Les économies disposant de capacités productives plus diversifiées, y compris d'une base industrielle solide, sont mieux placées pour réduire leur dépendance extractive, renforcer leur résilience à long terme et garantir l'accès aux biens essentiels pour leurs populations.

Une boîte à outils politique élargie

Le cadrage étroit généralement associé aux PIV limite également la boîte à outils des politiques publiques. Lorsque les décideurs considèrent les PIV comme consistant simplement à « produire davantage de biens verts », ils privilégient des politiques fondées sur les incitations et négligent le potentiel des mesures contraignantes ainsi que des institutions de soutien, ce qui conduit à une fragmentation : des instruments étroitement « verts » remplacent

¹² Isabel Estevez and Jorge Forero, "How Can (Green) Industrial Policy Serve Human and Natural Flourishing? Critiques, Concepts, and Tools."

des outils de développement plus larges.¹³ Par exemple, des « banques vertes » autonomes se substituent aux banques de développement dotées de mandats plus étendus, et des politiques d'achats publics centrées sur le carbone remplacent des stratégies intégrées.

Une approche éco-humaniste nécessite de mobiliser l'ensemble des instruments de politique industrielle.

La boîte à outils de la politique industrielle pour aller au-delà de l'extractivisme

Mesures incitatives : développer et orienter les capacités productives	Mesures contraignantes : encadrer et éliminer progressivement les activités nuisibles	Institutions de soutien
- Financement public (subventions, prêts préférentiels, banques de développement) - Propriété publique (entreprises publiques, prises de participation) - Orientation de la demande (marchés publics, engagements anticipés, constitution de stocks stratégiques) - Incitations fiscales (crédits d'impôt, paiements directs) - Renforcement des capacités (main-d'œuvre, recherche et développement, infrastructures de qualité)	- Mesures économiques (fiscalité, régulation financière) - Normes réglementaires (performance, régulation des prix, transparence) - Gouvernance du commerce et des investissements (tarifs douaniers, ajustements aux frontières, transfert de technologies) - Réglementation du travail (salaires, santé et sécurité, droits syndicaux) - Gouvernance d'entreprise (représentation des travailleurs, législation antitrust) - Intervention publique directe (nationalisation, acquisition de participations publiques) - Application et contrôle (surveillance, contentieux)	- Planification stratégique (organes de stratégie industrielle, ciblage sectoriel) - Coordination étatique (entre agences et entre niveaux de gouvernement)

Remarque : les « mesures incitatives » peuvent intégrer des « mesures contraignantes » par le biais de conditionnalités, afin de garantir que le soutien public soit aligné sur les objectifs environnementaux, sociaux et d'équité.

Source : Adapté de Estevez, Chang, et Schollmeyer 2025.¹⁴ Une version plus détaillée figure dans l'original.

¹³ Daniela Gabor and Benjamin Braun, "Green Macrofinancial Regimes," *Review of International Political Economy* 32, no. 3 (2025).

¹⁴ Isabel Estevez, Ha-Joon Chang, and Justus Schollmeyer, "Industrial Strategy: Methodological Approaches, Lessons, and Pitfalls," i3T, 2025, <https://www.i3-t.org/documents/Industrial%20strategy%20-%20Methodological%20approaches,%20lessons,%20and%20pitfalls%20-%20i3T%20-%202025.pdf>.

Le point de départ consiste à réduire l'intensité matérielle de la manière dont les besoins humains sont satisfaits : l'objectif n'est pas de produire des versions plus propres des biens existants, mais de mettre en place des systèmes d'approvisionnement nécessitant moins de ressources. Le développement des transports publics, l'allongement de la durée de vie des produits et les investissements dans des infrastructures partagées peuvent transformer des secteurs entiers. À mesure que la demande en matériaux diminue, la pression exercée sur l'extraction et sur les communautés affectées diminue également.

Mais la réduction de la demande ne constitue que la moitié de l'équation. Là où des investissements publics sont réalisés, ils devraient être assortis de conditionnalités fortes. Des normes environnementales et sociales, des garde-fous pour les entreprises et des mécanismes de gouvernance participative, tels que des accords de retombées locales et le respect du consentement libre, préalable et éclairé, peuvent garantir que les investissements soient alignés sur les objectifs publics.¹⁵ Les données montrent que ces mesures peuvent accélérer, plutôt que freiner, la mise en œuvre en renforçant la légitimité sociale.¹⁶ Lorsque l'extraction est inévitable, ces mêmes outils s'appliquent. Les conditionnalités, les exigences de contenu local et les normes relatives aux chaînes d'approvisionnement peuvent ancrer la valeur au niveau local et rendre les coûts environnementaux et sociaux plus facilement imputables.

Les marchés publics sont particulièrement puissants. Représentant environ 12 % du PIB mondial, ils peuvent transformer les achats publics courants en investissements stratégiques capables de soutenir simultanément la transformation écologique, la diversification productive et l'inclusion économique.¹⁷ Les normes peuvent aller bien au-delà des programmes « Acheter Propre » centrés sur le carbone pour inclure les substances toxiques, la biodiversité et l'ensemble des impacts des chaînes d'approvisionnement, tout en intégrant des exigences de contenu

¹⁵ James J. A. Blair et al., "Building Community Power: Community Benefits Agreements Across the Global Energy Supply Chain," Climate and Community Institute, Octobre 2025, <https://climateandcommunity.org/research/cbas/>.

¹⁶ Johanna Bozuwa et al., "Planning to Build Faster: A Solar Case Study," Roosevelt Institute, 2024.

¹⁷ Elisabetta Bosio and Simeon Djankov, "How Large Is Public Procurement?" World Bank Blogs, 5 février 2020, <https://blogs.worldbank.org/en/developmenttalk/how-large-public-procurement>.

local, de transfert de technologies et de protection du travail.¹⁸ Le pouvoir des marchés publics est encore amplifié lorsque les pays coordonnent leurs actions au sein de clubs, en mutualisant leur pouvoir d'achat, en négociant de meilleures conditions et en établissant des normes communes qui empêchent la dérégulation concurrentielle.¹⁹

Rien de tout cela n'est possible sans un leadership plus fort du secteur public. Les banques de développement, les entreprises publiques et une planification coordonnée sont essentielles pour aligner les investissements et gérer les arbitrages. Une transformation verte limitée à quelques secteurs est insuffisante ; elle doit s'étendre à l'ensemble de l'économie.

Naviguer entre les obstacles structurels

La mise en œuvre de ces outils est plus facile à dire qu'à faire, en particulier pour les pays en développement. Les capacités productives dans la fabrication avancée et les technologies propres sont de plus en plus concentrées entre un petit nombre d'entreprises et de pays, creusant l'écart entre le centre industrialisé et la périphérie exportatrice de matières premières. Les accords commerciaux et d'investissement tendent à restreindre l'espace politique, tandis que les pressions géopolitiques (voire les formes de coercition) exercées par les pays riches, que ce soit par des mesures tarifaires agressives ou par des pressions visant à signer des accords commerciaux limitant cet espace politique, ajoutent des contraintes supplémentaires.²⁰

Dans le même temps, la fragmentation mondiale actuelle crée des opportunités. L'affaiblissement des mécanismes multilatéraux de contrôle et le recours généralisé aux politiques industrielles par les pays riches réduisent le coût politique de stratégies plus affirmées.

¹⁸ Santiago Vásquez et al., "Make What You Buy: A Targeting Algorithm for Procurement-Led Industrial Strategies," i3T and Rubidium Data, dernière mise à jour : 9 novembre 2025, <https://accounting-ai.github.io/rubidium-data-publications/pdfs/make-what-you-buy/make-what-you-buy.pdf>.

¹⁹ Isabel Estevez et al., "Building Leverage for Green Industrial Transformation in Latin America and the Caribbean: Procurement Clubs, Production Clubs, Investment Clubs, and Beyond," i3T, Septembre 2025, 17, https://www.i3-t.org/documents/Building%20Leverage%20for%20Green%20Industrial%20Transformation%20in%20Latin%20America%20and%20the%20Caribbean_%20Pr.pdf.

²⁰ Adriana Abdenur et al., "Removing International Obstacles to Sustainable Industrial Policy," G20 South Africa Presidential Report, 20 novembre 2025, <https://iei.org.za/resource/research-report/removing-international-obstacles-to-sustainable-industrial-policy/>; José Miguel Ahumada and Ha-Joon Chang, "A New International Economic Order for the Twenty-First Century," *Review of Keynesian Economics* 13, no. 4 (2025): 562–580.

Pour les pays en développement, les priorités incluent la mobilisation des marchés publics, la construction d'une coordination régionale via des alliances de producteurs, et le passage à la transition vers des activités de transformation en aval à plus forte valeur ajoutée. La diversification productive demeure la réponse la plus durable aux pressions extractives.

Conclusion

Les politiques industrielles vertes ont gagné en importance, mais les approches actuelles restent trop étroites, centrées sur le carbone et déconnectées des transformations structurelles.

Une approche éco-humaniste élève le niveau d'exigence en posant la question de savoir si la politique industrielle peut simultanément préserver les systèmes écologiques, réduire l'intensité matérielle et élargir l'accès équitable à une vie digne. Appliquée à l'extractivisme, cela signifie réduire l'extraction par la diminution de la demande, maximiser les bénéfices pour les communautés grâce à la captation de valeur locale, et abolir les zones sacrificielles par des normes contraignantes.

Les outils existent, mais leur efficacité dépend de la volonté politique, de l'espace d'action des politiques publiques et de l'action collective. À mesure que l'ordre économique mondial évolue, de nouvelles opportunités apparaissent pour les pays de construire des coalitions et de poursuivre des transformations structurelles sur des bases plus équitables et plus durables.